COMMENT GAGNER LES PROCHAINES ÉLECTIONS

(Le pendule politique. La boucle de la désillusion)

Concurrence réglementaire institutionnelle
L'étalon d'intérêt

Synopsis

Qu'est-ce qui se passe en Argentine ? Pourquoi, malgré un excédent budgétaire primaire, les investissements tardent-ils à arriver et le risque national augmente-t-il ? Pourquoi, dans un pays aux comptes en ordre et à la balance commerciale excédentaire, le taux d'intérêt est-il trois fois plus élevé que l'inflation ? Pourquoi l'Argentine est-elle l'un des rares pays au monde à maintenir des taxes à l'exportation sur les produits agricoles ?

Est-il raisonnable pour le système démocratique de permettre à quelques hommes, quelle que soit leur idéologie, de déterminer l'avenir de millions de personnes ? Est-il raisonnable qu'ils utilisent la nation comme laboratoire expérimental ? Sans recourir à l'entonnoir parlementaire, existe-t-il des propositions pour améliorer le système démocratique et prévenir de telles situations ?

Le lecteur trouvera des réponses à cette question et à d'autres dans ce document. Tout économiste, politologue, sociologue et homme politique qui se respecte devrait étudier en profondeur la réalité et l'histoire de l'Argentine au cours des cent dernières années, car elle constitue le plus grand laboratoire social démocratique existant.

À cette fin, j'analyserai d'abord brièvement la stratégie de campagne électorale du président Milei. Ensuite, j'expliquerai les raisons fondamentales pour lesquelles, dans tout pays confronté à une crise économique profonde ou prolongée, des dirigeants messianiques émergent, prétendant détenir la solution et promettant de mettre de l'ordre dans le chaos économique et social. Je vais aussi essayer d'expliquer les raisons profondes qui empêchent les nouveaux partis de réussir, et finalement, je proposerai une série de mesures économiques et sociales qui permettront de remporter les élections et, surtout, de mettre en œuvre avec succès un nouveau programme gouvernemental.

Indice

Le succès électoral de Javier Milei 2
L'échec des partis traditionnels. 3
Les problèmes du président Milei 7
Mesures pour gagner les élections. 12
En termes de coordination sociale (imprimante normative) 12
En termes monétaires et financiers (imprimante à billets) 14
En termes fiscaux et budgétaires 15
En termes commerciaux, pour éviter de stabiliser le taux de change. 16
Conclusions. 17

Le succès électoral de Javier Milei

Le phénomène politique Milei sera étudié dans les facultés de sciences sociales du monde entier pendant des décennies. C'était la première fois dans l'histoire qu'un politicien inconnu du grand public, sans parti politique véritablement établi au niveau national, parvenait à remporter démocratiquement la présidence d'une grande nation en six ans.

Dans un contexte de crise économique, le président Milei a adressé au peuple argentin des messages économiques percutants, empreints d'optimisme et de confiance dans ses perspectives de réussite. Il a proposé des mesures véritablement provocatrices, comme la dollarisation de l'économie argentine, et d'autres extravagantes, comme l'élimination de la Banque Centrale ou la libre émission de monnaie. Il a créé l'icône politique de la tronçonneuse pour évoquer les réductions futures des dépenses publiques, l'un de ses piliers électoraux. Le déficit budgétaire et la caste politique semblaient être les seuls problèmes de l'Argentine.

Il utilisait parfois des expressions vides qui, techniquement, sonnaient plutôt bien. Par exemple, pour indiquer que l'économie argentine devait équilibrer ses comptes budgétaires, il employait des expressions telles que : « On doit recalculer l'équation économico-financière du contrat. »[1] Toutes ces idées étaient combinées avec des phrases ronflantes, répétées à de multiples reprises, comme : « Je suis un spécialiste de la croissance économique avec ou sans argent. »[2]

La campagne électorale de Javier Milei fut révolutionnaire, car il citait régulièrement des idées ou des phrases de Bastiat, Mises, Hayek, Rothbard, Huerta de Soto, etc. Presque personne dans le public n'avait jamais entendu parler de ces penseurs.

Il a aussi idéalisé des figures historiques du libéralisme argentin, comme Juan Bautista Alberdi, qui s'opposait paradoxalement à la dollarisation de l'État qu'il avait promise.

Il a aussi salué des personnalités contemporaines. Ce fut le cas du professeur d'économie Domingo Cavallo, qu'il avait un jour qualifié de meilleur ministre de l'Économie de l'histoire argentine, avant de le qualifier, quelques années plus tard, d'« imprésentable ».[3] Il a répété ad nauseam une célèbre définition du professeur d'économie Alberto Benegas Lynch : « Le libéralisme est le respect sans restriction du projet de vie d'autrui, fondé sur le principe de non-agression, pour la défense du droit à la vie, à la liberté et à la propriété, dont les institutions fondamentales sont la propriété privée, les marchés libres de toute intervention de l'État, la libre concurrence, la division du travail et la coopération sociale. »

Durant sa campagne électorale, il a proféré de vives accusations contre les dirigeants de l'opposition, notamment ceux qui avaient occupé des postes de responsabilité dans les gouvernements précédents. Il n'a jamais manqué d'insultes et de disqualifications graves envers les politiciens de gauche et les spécialistes des sciences sociales, comme Keynes. Par exemple, il a dit de

[1]https://www.youtube.com/watch?v=zi0zbhDLEF4
[2]https://www.youtube.com/shorts/9o-UZKXvebM
[3] https://www.facebook.com/reel/1152963469634360

Rodríguez Larreta, maire de la ville autonome de Buenos Aires, qu'il était un « putain de gauchiste que je peux écraser ».[4]

Le phénomène Mieli ne s'explique que si l'on admet que a) l'Argentine est un pays doté d'un système démocratique consolidé et b) qu'il y a eu une perte massive de confiance envers les partis traditionnels, incapables de résoudre les problèmes économiques et sociaux. L'échec des gouvernements, tant de gauche que de droite, mène à l'émergence de dirigeants politiques du monde entier qui semblent apporter un vent de fraîcheur et une conviction admirable à leurs idées.

En réalité, ce phénomène n'est pas nouveau. Depuis la fin du XIXe siècle, les idées interventionnistes de gauche et de droite ont pris de l'importance et ont forcé les idées libérales et conservatrices à disparaître de la scène politique. Ainsi, le libéralisme a été mis de côté pendant une grande partie du XXe siècle dans de nombreux pays européens.

En Espagne, l'échec des partis libéraux et conservateurs tout au long du XIXe siècle a mené à l'essor de planificateurs de gauche et de centralisateurs de droite. Certains prétendaient détenir la solution grâce aux succès économiques de Mussolini, tandis que d'autres, au contraire, croyaient que la solution résidait dans le succès du modèle économique russe, fondé sur une planification économique radicale, l'abolition des classes et la propriété privée. La société espagnole s'est radicalement polarisée, menant à la guerre civile de 1936. Un phénomène similaire s'est produit en Allemagne des années plus tard. L'échec des partis et des idées traditionnels a entraîné un changement de paradigme idéologique et l'avènement du national-socialisme.

La vitesse de propagation est la seule différence fondamentale entre ces phénomènes et celui argentin.

Mais pourquoi les partis traditionnels échouent-ils dans tous les pays depuis deux siècles ? Que se passe-t-il lorsque de jeunes partis dirigés par des dirigeants inexpérimentés prennent le pouvoir ? Javier Milei sort-il l'Argentine de la boue ou aggrave-t-il les problèmes du pays ?

L'échec des partis traditionnels.

Comme je l'ai dit, l'émergence de leaders messianiques ne peut s'expliquer que si l'on accepte l'échec des partis traditionnels. C'est davantage leur faute que le succès d'autrui. Mais pourquoi les libéraux et les conservateurs ont-ils échoué tout au long du XIXe siècle ? Pourquoi les partis politiques apparus au XXe siècle sont-ils aujourd'hui fortement remis en question dans tous les pays ? Pourquoi existe-t-il aujourd'hui un sentiment de crise économique persistante dans plusieurs pays ? Pourquoi des dirigeants autocratiques radicaux émergent-ils ? Et, surtout, pourquoi de nouvelles valeurs, de nouvelles idéologies et de nouveaux dirigeants disparaissent-ils ou échouent-ils lamentablement lorsqu'ils arrivent au pouvoir ?

[4]Rodríguez Larreta : « Je n'ai nommé personne ; il y a du PASO partout... Macri additionne, et ce que dit Milei, pas de commentaire » (Buenos Aires, Diario Clarín, 28 août 2021)
https://www.perfil.com/noticias/actualidad/rodriguez-larreta-en-mitre-no-digite-a-nadie-hay-paso-por-todos-lados-macri-suma-y-lo-que-dice-milei-sin-commentarios.phtml

En Espagne, à la suite de la crise de 2007, un parti politique de gauche, *Podemos*, a émergé avec force, mais il a progressivement perdu de sa force et s'est fragmenté au fil du temps. Il s'agit maintenant d'un parti de troisième rang.

Pour comprendre pourquoi les nouveaux dirigeants jouent un rôle actif dans ce jouet brisé, il faut d'abord tenter de comprendre les raisons de l'échec séquentiel des partis traditionnels. Ça nous aidera à comprendre pourquoi les jeunes partis échouent également. Le pendule politique ne se limite pas à la gauche et à la droite, mais aussi aux idées d'hier et de demain. Lorsque les idées vieillissent, on assiste à la renaissance d'idées anciennes qui semblaient enterrées, faisant osciller le pendule politique et inversant *le cycle sans fin de la désillusion*.

Tout au long de l'histoire, nous avons pu observer que pour que ces phénomènes se produisent, diverses circonstances doivent être réunies, mais principalement une crise économique profonde ou prolongée. En période de relative prospérité ou de stabilité économique, la population a tendance à ne pas soutenir les changements de paradigmes politiques ou de partis.

Tout au long du XIXe siècle, dans tous les pays analysés, des crises économiques successives ont été observées environ tous les dix ans. Cela était fondamentalement dû aux différents systèmes d'émission monétaire ancrés dans les métaux. Les systèmes monétaires métalliques étaient manifestement instables en termes d'équivalence de valeur (or vs. argent) ou rares selon les besoins du marché. La société du XIXe siècle, bien que son modus vivendi se soit considérablement amélioré, vivait dans une souffrance et une crise économique constantes, avec des contractions et des décompressions monétaires permanentes. Les libéraux et les conservateurs se rejetaient mutuellement la responsabilité des difficultés économiques sans en reconnaître la racine. Cela a donné naissance à des idées interventionnistes à gauche (collectivistes marxistes et socialistes) et à droite (planificateurs centralistes dans leurs diverses versions).

Mais ces changements de paradigme se sont avérés infructueux, et le système bipolaire gauche-droite a commencé à s'effondrer au milieu du XXe siècle. L'effondrement des accords de Bretton Woods (1971) et la chute du mur de Berlin (1989) ont servi de preuves accablantes confirmant l'échec des deux modèles. Dès lors, on a assisté à un renouveau d'idées anciennes, qui ont progressivement gagné du terrain auprès des partis traditionnels. Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont représenté le début politique officiel du changement de paradigme : les néoconservateurs. Ce mouvement de balancier a entraîné une métamorphose du discours doctrinal de nombreux chercheurs en sciences sociales. En Espagne, Antonio Escohotado et Federico Jiménez Losantos sont des exemples de ce phénomène.

Mais les nouveaux partis politiques, les nouveaux slogans, les nouveaux programmes et les paradigmes idéologiques apparemment nouveaux ne parviennent toujours pas à résoudre les problèmes sous-jacents de la société.

Comme ce fut le cas pendant une grande partie du XIXe siècle, nous sommes encore au XXIe siècle pris dans le cercle vicieux de la lutte entre l'État et le marché. Certains accusent l'État de tous les maux, tandis que d'autres, au contraire, considèrent le marché amoral comme responsable de

tous les malheurs. Alors que certains défendent l'accumulation du capital comme un outil de progrès, d'autres considèrent sa répartition comme une nécessité impérative. Là où il y a un besoin, y a-t-il un droit ou un marché ? Où s'arrête notre liberté ? Quelles limites devrions-nous imposer à l'État dans sa quête d'ordre social ? Devrions-nous continuer à utiliser la nation comme un gigantesque laboratoire social ?

Aucune école, dans aucun pays, ne sait expliquer scientifiquement pourquoi il y a des crises séquentielles permanentes, pourquoi il y a un excès insensé de liquidités monétaires sur le marché, pourquoi l'économie tend vers les oligopoles et les grandes entreprises, pourquoi tout au long de l'histoire nous voyons toutes les banques du monde faire techniquement faillite et avoir besoin d'être renflouées, pourquoi d'énormes fossés sociaux apparaissent, pourquoi de plus en plus de personnes se suicident chaque jour, pourquoi la population des pays développés vieillit, pourquoi il y a un chômage forcé qui augmente avec le développement technologique anormal, pourquoi les pays ayant des problèmes d'identité monétaire ont des institutions qui ne sont pas très inclusives, etc. Tous ces problèmes et quelques autres problèmes sociaux (criminalité, ruptures de mariage, etc.) ont leur origine, dans une large mesure, dans le système lamentable d'émission de monnaie et dans le système législatif déficient et coûteux.

Peu importe à quel point nous semblons changer notre paradigme ou notre parti politique, si nous ne parvenons pas à améliorer le système d'émission de monnaie et le système d'émission de réglementations (système démocratique), les problèmes susmentionnés persisteront et deviendront de plus en plus aigus en raison de l'accélération de la « destruction créatrice ».

En d'autres mots, l'homme n'a toujours pas résolu les deux grands problèmes qui mettent en péril notre civilisation, et qu'Aristote et Platon ont sagement vus et critiqués, comme :

1) La voie vers un libre échange du travail. Nous manquons d'un système monétaire empêchant l'intervention d'individus qui, sans apporter de valeur, tirent un avantage de la transaction. Autrement dit, nous n'avons pas encore conçu de système d'émission monétaire permettant à la monnaie d'être véritablement une réserve de valeur travail, c'est-à-dire de stabiliser son pouvoir d'achat. « Milton Friedman considérait le pouvoir discrétionnaire de la Banque centrale comme dangereux, préférant que la politique monétaire soit soumise à des règles juridiques prédéterminées. »[5] et, depuis 1962, a suscité un débat animé sur l'indépendance des banques centrales. Ce débat s'est intensifié avec la création de la Banque de Réserve de la Nouvelle-Zélande en 1988.[6] Il est devenu à la mode pour ces entités d'assumer également la responsabilité politique de la lutte contre le chômage.[7] Si ce transfert de responsabilité se poursuit, les banques centrales deviendront bientôt de facto un deuxième gouvernement fantôme, sans aucune surveillance. Tout ça dépasse les

[5]Friedman, Faut-il une banque centrale indépendante ? Essai publié par Leland B. Yeager, dans l'ouvrage À la recherche d'une constitution monétaire (Cambridge : Harvard University Press, 1962), p. 367.
[6]C'était la première banque centrale à assumer ce rôle.
[7]La Loi sur la Banque d'Angleterre, entrée en vigueur le 1er juin 1998, fixe comme objectifs de l'entité « a) maintenir la stabilité des prix, b) et sous réserve de cela, soutenir la politique économique du gouvernement de Sa Majesté, y compris ses objectifs de croissance et d'emploi. » (Art. 11)

limites naturelles du gros bon sens.[8]

Milton Friedman a proposé des règles prédéterminées pour l'émission monétaire, fondées sur l'augmentation de la masse monétaire selon un pourcentage fixe, en se basant sur des critères historiques. Plusieurs économistes ont partagé l'idée centrale de Friedman, mais ont proposé d'autres critères ou règles d'émission monétaire. Par exemple, Maurice Allais, économiste français et prix Nobel d'économie en 1988, a proposé d'interdire les banques à réserves fractionnaires et de créer une agence d'État indépendante du pouvoir politique, qui émettrait de la monnaie au rythme de la croissance du PIB.[9]

L'école autrichienne d'économie, qui a apporté des contributions importantes et précieuses à la science économique en décrivant la formation de capital et le cycle économique, ne dispose pas d'une théorie monétaire consolidée.[10] Seuls des principes directeurs sont en vigueur. Certains préconisent un retour aux systèmes monétaires métalliques (l'or), avec ou sans réserves obligatoires de 100 % sur les dépôts, tandis que d'autres défendent la libre émission de monnaie. Faute d'un cadre doctrinal clair, aucun pays n'a jamais défini son système monétaire comme autrichien. Keynes a cherché toute sa vie à atteindre la parité du pouvoir d'achat et du taux de change, raison pour laquelle il s'est opposé à un retour à l'étalon-or. Il a affirmé à juste titre qu'avec les systèmes métalliques, on avait soit la stabilité des prix (pouvoir d'achat), soit la stabilité du taux de change. À mon avis, une économie dollarisée de facto, l'or du 21e siècle, est une économie métallique : elle ne peut atteindre la stabilité des prix et du taux de change (parité). C'est pourquoi l'Argentine, fortement dépendante du taux de change, restera instable tant qu'elle ne croira pas en sa propre monnaie.

D'un autre côté, comme je l'ai montré dans mes livres, selon des critères historiques, les partisans autrichiens ou libertariens de la monnaie libre provoqueraient une instabilité des prix et des taux de change à court terme, et, à long terme, des hégémonies monétaires ou des banques centrales privées. Rothbard, figure emblématique du libertarianisme, s'opposait à l'émission de monnaie libre. Par conséquent, durant sa campagne, le président Milei s'est fié à des penseurs qui ne partageaient pas les idées importantes de son programme. Curieux, vraiment curieux.

Lorsqu'un gouvernement intervient sur le marché des changes, quelques hommes interfèrent dans l'échange de travail de millions de personnes.; quelques hommes empêchent la destruction créatrice de se poursuivre sans interruption.

L'humanité a besoin d'une théorie monétaire qui transcende l'enfance métallique et la puberté fiduciaire. Seul la théorie monétaire « *Étalon*

[8]Pedro Gómez Martín-Romo, La richesse des nations au XXIe siècle (Almería : Círculo R., 2019) p. 278

[9]Maurice Allais propose de conférer l'exclusivité de la création monétaire ex nihilo à une Banque centrale, constitutionnelle indépendante des pouvoirs politiques, son objectif statutaire constitutionnel étant de préserver la stabilité des prix, c'est-à-dire une hausse des prix annuel qui n'excède « Passer 2 %, le rythme annuel de cette création monétaire est désormais au rythme de la croissance du PIB. Philippe Bourcier de Carbon. Document de travail Le pouvoir financier au cœur de la crise de 2008 : Les analyses prophétiques de Maurice Allais (Paris : PBC, 2009) Aussi, La crise mondiale d'aujourd'hui : Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires (Paris : Clément Juglar, 1999).

[10] La théorie de la formation du capital est brillante, mais elle n'explique ni ne remplace la théorie monétaire.

d'Intérêt » et le train de mesures dont nous parlerons plus loin nous permettront d'atteindre la maturité et la stabilité souhaitée des prix et des taux de change.

2) La deuxième raison de l'échec des partis, anciens comme nouveaux, réside dans la défaillance du système réglementaire. L'État est un outil nécessaire et puissant, mais lent et coûteux. Il est incapable de faire évoluer le système juridique au rythme dicté par l'économie et exigé par la société. Comme je le souligne dans mon livre « *Concurrence Réglementaire Institutionnelle* », la destruction créatrice (Schumpeter) doit s'accompagner, parallèlement et à la même vitesse, d'une destruction normative (Pedro Gómez). Si le cadre juridique ne s'adapte pas à la réalité économique et sociale, la justice devient injuste et nous judiciarisons les externalités.

Comme nous le verrons ci-dessous, pour déterminer l'issue des vingt premiers mois du président Milei, malgré toute sa bonne volonté et ses efforts, l'échec est assuré s'il ne résout pas ces deux problèmes. C'est pourquoi nous assistons à un balancement incessant du pendule politique et au fiasco des partis de gauche et de droite, des libéraux et des conservateurs.

Les problèmes du président Milei

Président Milei représenté une bouffée d'air frais dans son approche de la politique. Mais lorsqu'il accède à la présidence, la réalité l'oblige à briser plusieurs de ses promesses. Parfois, le système juridique, les droits acquis ou le manque de soutien politique l'empêchent de mettre en œuvre ses idées. Mais à d'autres moments, il change radicalement de ton. Ainsi, sur les questions monétaires, il cesse d'être un président doctrinaire pour devenir un politicien pragmatique.

Dans la mesure de ses possibilités politiques, dès son arrivée au pouvoir, il a pris des décisions vraiment novatrices, comme le gel des transferts discrétionnaires aux provinces, la réduction des « *dépenses inutiles* », la simplification des procédures administratives, etc. D'autres décisions ont été prises qui étaient sans précédent dans l'histoire économique, comme l'arrêt de 100 % des travaux publics, autrement dit le blocage brutal d'un des principaux moteurs économiques de tout pays.

Mais sur le plan monétaire, il a décidé d'adopter les idées interventionnistes du ministre de l'Économie Luis Caputo. Le nouveau gouvernement a adapté son mode opératoire à celui du système financier traditionnel. Par exemple, durant ses 15 premiers mois de mandat, et malgré une dévaluation initiale de 50 %, le gouvernement s'est engagé à tort dans des dévaluations monétaires progressives (crawling-peg), utilisant le taux de change comme outil pour freiner l'inflation. Autrement dit, au lieu de laisser flotter les taux d'intérêt et de change et de faire face à une forte inflation héritée, qui n'aurait pas duré plus de deux mois, il est intervenu sur les marchés des changes et financiers au moyen de divers instruments. Il a abandonné les idées libérales et a adopté des idées interventionnistes. Pour de nombreux analystes nationaux et internationaux, cette mesure a été une surprise totale, car le programme de dévaluation progressive avait déjà

échoué dans des pays comme le Chili, le Pérou, l'Équateur et l'Argentine elle-même, avec la célèbre « Tablita de Fernandez de Hoz » (1978-1981). Le programme économique initial du président Milei présentait de nombreuses similitudes avec celui de Fernández de Hoz, ce dernier ayant libéralisé l'économie en huit points : 1) la libéralisation des prix ; 2) la libéralisation du marché des changes; 3) la libéralisation des importations ; 4) l'élimination des taxes à l'exportation ; 5) la libéralisation des loyers ; 6) l'élimination des subventions et des programmes sociaux ; 7) la libéralisation des salaires ; et 8) un endettement important auprès du FMI. À la fin des années 1970, le taux de change contrôlé ou les dévaluations progressives de Martínez de Hoz ont provoqué une appréciation anormale de la monnaie argentine, ce qui a finalement détérioré les exportations et l'économie. La question qu'on se posait tous était évidente : l'histoire allait-elle se répéter ?

En 2024, malgré les mesures d'ajustement drastiques, l'économie argentine est restée relativement stable pour plusieurs raisons : 1) La dévaluation de la monnaie de plus de 50 % dès son arrivée au pouvoir a stimulé les exportations. Cependant, des hausses de prix ont également été observées, de nombreux intrants et produits industriels étant importés (p.e. bananes). Cela a entraîné une augmentation des recettes fiscales, ce qui a contribué à réduire les dépenses publiques. Cependant, en contrepartie, cette mesure a érodé les salaires de tous les fonctionnaires et retraités, qui ont subi une perte importante de pouvoir d'achat. 2) La deuxième raison qui a aidé le président Milei à maintenir l'économie vivante en 2024 était l'héritage énergétique. Pour la première fois dans l'histoire, l'Argentine a enregistré un surplus énergétique de plus de 5.668 milliards de dollars grâce à Vaca Muerta.[11] 3) Une autre mesure qui a soutenu l'économie en 2024 a été la régularisation fiscale. Le gouvernement a approuvé une régularisation fiscale par laquelle plus de 20 milliards de dollars ont été mis sur le marché. Mais l'État n'a rien reçu de cette mesure, alors qu'il est courant que les fraudeurs fiscaux, après régularisation, paient environ 5 % des sommes fraudées. 4) La soi-disant récolte grossière 2024 et les prix internationaux ont été très attrayants, ce qui a entraîné un excédent commercial important. En raison de la sécheresse de 2023, la récolte de 2024 a rapporté 50 % de dollars supplémentaires.

Mais en 2025, une fois les effets du dopage monétaire de 2024 passés, l'économie a commencé à se détériorer. En raison du taux de change à crémaillère, l'Argentine est devenue un pays extrêmement cher. De nombreux biens de consommation courante étaient plus chers en Argentine qu'au Canada ou en Espagne. Les entreprises ont perdu leur compétitivité à l'exportation et les importations ont augmenté, poussant de nombreuses industries à réduire progressivement leurs activités ou à fermer. En 2025, l'Argentine a commencé à importer de la viande du Brésil, et le taux de change a encouragé les Argentins à voyager à l'étranger, ce qui a encore aggravé la balance des paiements, qui est devenue négative en 2025 : un renouveau des années 1970.

En arrêtant les travaux publics mais en n'votant pas de loi permettant aux entreprises privées d'assumer le rôle de l'État, des problèmes d'entretien ont

[11]L'Argentine consolide son surplus énergétique au premier semestre (Barcelone : La Vanguardia, 2025) 1er août 2025

commencé à apparaître sur les principales routes nationales et un manque flagrant d'investissement.

En 2025, l'investissement international en Argentine a été négatif de 1,7 milliard de dollars, ce qui signifie que les capitaux étrangers sont sortis plus que ceux qui sont arrivés.[12] Comme le montre le tableau suivant, s'il continue sur cette voie, Javier Milei deviendra le pire président d'investissement des vingt-cinq dernières années.

Les fonctionnaires sont l'un des groupes de travailleurs les plus touchés par les mesures économiques du gouvernement. En raison de la perte de pouvoir d'achat, 2 200 militaires et membres des forces de sécurité ont demandé une sortie définitive. Cette situation suscite une vive inquiétude parmi les hauts fonctionnaires des forces de sécurité de l'État.[13]

En avril 2025, voyant que le système des dévaluations monétaires progressives menait au désastre, sous prétexte de recevoir un prêt de 20 milliards de dollars du FMI, le gouvernement a aboli le système de dévaluations programmées et a autorisé un flottement partiel [14] de la monnaie entre les bandes. En peu de temps, le dollar s'est apprécié de 20 % et s'est approché du plafond de la bande. Tous les efforts économiques et les sacrifices du peuple argentin durant les 15 premiers mois de dévaluations planifiées ont été anéantis en seulement 30 jours.

Alors que les élections de mi-mandat approchaient (26 octobre 2025), afin d'empêcher la dépréciation du peso de se poursuivre et l'inflation de progresser, le gouvernement a adopté des mesures monétaires interventionnistes durant les mois de mai, juin, juillet et août. Tout d'abord, en mai 2025, il a commencé à intervenir sur le marché à terme, achetant des dollars à 1 200 pesos.[15] Cette mesure a choqué les politiciens, les économistes,

[12]Agustin Maza, Milei compte sur RIGI pour inverser la fuite des entreprises étrangères qui a commencé en 2020 : les provinces avec le plus d'annonces d'investissement (Buenos Aires : Infobae, 2025) 27 juillet 2025 https://www.infobae.com/economia/2025/07/27/milei-apuesta-al-rigi-para-revertir-la-fuga-de-empresas-extranjeras-que-se-inicio-en-2020-las-provincias-con-mas-anuncios-de-inversion/

[13]Mariano de Vedia, Crise des bas salaires. Plus de 2 200 militaires et membres des forces de sécurité ont demandé leur démobilisation cette année (BA : La Nación, 2025), le 25 juillet https://www.lanacion.com.ar/politica/crise-par-les-baisses-des-salaires-de-plus-de-2200-militaires-et-les-effectifs-de-la-seguridad-ont-pris-la-baja-en-lo-nid25072025/

[14]Réservé aux particuliers.

[15]Fernando Meaños, l'intervention officielle sur le marché à terme a été essentielle pour maintenir le dollar en dessous de 1 200 $

les politologues et les sociologues, car en février 2025, Javier Milei avait calculé que la valeur du dollar chuterait à 600 pesos,[16] et parce qu'en avril 2025, il a déclaré que « la Banque centrale n'interviendra pas tant que le dollar n'atteindra pas le plancher de la bande ».[17] En raison de la hausse de la valeur du dollar, les interventions sur le marché à terme devraient entraîner des pertes de plus de 500 millions de dollars d'ici l'expiration des contrats à terme en avril 2026.[18]

Les interventions sur le marché à terme n'ayant pas non plus produit l'effet escompté, le gouvernement a été contraint d'augmenter le taux d'intérêt nominal annuel entre 40 et 50 % à la fin du mois de juillet 2025.[19] Début mai 2025, le taux effectif nominal était de 64,82 % per annum. Cette mesure a facilité la spéculation financière, autrement dit le « carry trade ». Ce La néfaste spéculation est devenu extrêmement attrayant pour les financiers non résidents. Autrement dit, le gouvernement a encouragé l'afflux de dollars destinés à être investis en pesos à court terme afin de freiner la hausse du dollar. Le « carry trade » est un instrument financier ancien qui garantit un profit rapide et facile aux investisseurs prometteurs. L'inconvénient de cet outil est l'érosion de l'activité économique, car il oblige le gouvernement à maintenir des taux d'intérêt élevés qui rendent l'afflux de dollars attractif.

Le 19 août 2025, à la suite d'une adjudication de dette publique dont seulement 61 % des échéances ont été renouvelées, dans un contexte de forte volatilité des taux d'intérêt du peso, la Banque Centrale (BCRA) a augmenté le niveau des réserves obligatoires des banques de 45 % à 50 %. Par ailleurs, la BCRA obligé de respecter cette règle quotidiennement au lieu de mensuellement, afin de limiter la manipulation des liquidités quotidiennes en pesos et d'empêcher leur utilisation en dollars. Quelques jours plus tard, le 25 août, le taux de réserve obligatoire a été relevé à 53,5 % afin d'assécher le marché du peso et d'impecher l'achat de dollars.[20] Avec ce niveau de réserves, je pourrais dire que le secteur bancaire est presque nationalisé.

En raison du ralentissement économique et de la hausse vertigineuse des taux d'intérêt et des réserves obligatoires, les renouvellements de prêts ont commencé à être très pénibles pour les entreprises, et les défauts de paiement ont commencé à apparaître.

En bref, en août 2025, en plein hiver sud, ce que j'ai insisté pour appeler l'effet Churchill est clairement observable.[21] Autrement dit, l'économie s'est

(Buenos Aires : Infobai, 2025) 11 mai 2025 https://www.infobae.com/economia/2025/05/11/la-intervention-officielle-sur-le-marché-des-futurs-fue-clave-pour-soutenir-le-dollar-en-dessous-de-1200/

[16]https://www.lapoliticaonline.com/economia/milei-dijo-en-febrero-que-el-dolar-podria-caer-a-600/

[17]Jorge Sáez et Milei ont assuré que la Banque centrale n'interviendra pas tant que le dollar « n'atteindra pas le plancher de la bande » (Buenos Aires : Diario La Nación) 16/04/2025 https://www.lanacion.com.ar/economia/milei-aseguro-que-el-banco-central-no-va-a-intervenir-hasta-que-el-dolar-toque-el-piso-de-la-banda-nid16042025/

[18]Matías Barbería En raison de la hausse du dollar, la Banque centrale a perdu près de 500 milliards de dollars sur le marché à terme (Buenos Aires : Infobae, 2025) 1er août 2025

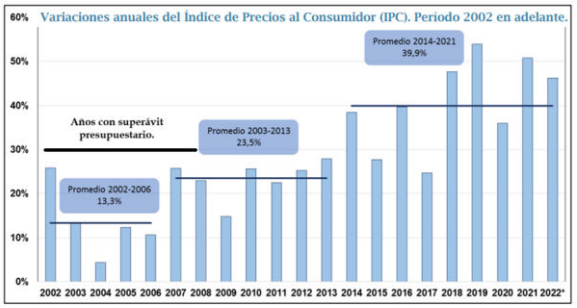
[19]Matías Barbería La Banque centrale a de nouveau relevé les taux à court terme pour tenter de calmer le dollar (Buenos Aires : Infobae, 2025) 29 juillet 2025

[20]José Jiménez, La Banque centrale a de nouveau augmenté le niveau des réserves obligatoires dans un contexte de forte volatilité des taux d'intérêt (Buenos Aires : eDiario Chequeado, 2025) 26 août 2025 https://chequeado.com/el-explicador/la-banque-centrale-augmente-le-niveau-de-couvertures-dans-un-contexte-de-haute-volatilité-des-taux-d-intérêts/

[21] En 1925, Churchill a rétabli la livre sterling à l'étalon-or, à sa valeur d'avant la Première Guerre mondiale. Keynes, bien qu'opposé à ce retour, critiquait la mesure, estimant que le taux de change devait être maintenu au niveau de 1925, soit le taux actuel. Cela représentait une surévaluation de la monnaie d'environ 10 %. Churchill a soutenu cette mesure pour soutenir la Banque d'Angleterre et le secteur financier. Les intérêts politiques et ceux de la City ont pris

détériorée parce que les intérêts financiers et politiques ont été mis au-dessus des intérêts industriels et sociaux.

Dans l'ensemble, l'erreur du président Milei a été de considérer le déficit budgétaire et la classe politique comme les principaux problèmes du pays. Si le gouvernement faisait preuve de prudence budgétaire, l'IPC chuterait, les investissements étrangers arriveraient et le Trésor pourrait accéder aux marchés financiers. Encore une fois, il a oublié l'histoire. L'Argentine a enregistré six années consécutives d'excédent budgétaire au début du siècle (2003-2008), mais durant ces années, l'IPC moyen était de 13,3 %, en raison de la pression sur le taux de change accumulée pendant la période de convertibilité du ministre Cavallo (1998-2002), qui a pris des années à exploser avec la dévaluation de 28,57 % du peso en 2002. Il est vraiment remarquable que, même avec un excédent public pendant six ans, l'Argentine n'ait pas réussi à contrôler l'inflation.



Fuente: Orlando J. Ferreres & Asociados e INDEC Bolsa de Comercio de Santa Fe, Centro de Estudios

Nous voyons avec cet exemple que le deuxième facteur le plus important de l'économie, le taux de change, joue un rôle important et est particulièrement pertinent dans le comportement de l'inflation, en particulier dans les pays pseudo-dollarisés ou ceux qui dépendent fortement des exportations. Par conséquent, le silencieux secteur financier des deux côtés de la table (marché et État) joue également un rôle significatif dans le comportement des variables fondamentales de tout pays.

Bien que le parti *Libertad Avanza* soit censé obtenir des résultats acceptables aux élections de mi-mandat d'octobre 2025, la popularité du président Milei a commencé à décliner en 2025. Le Libra-Gate et plusieurs scandales de corruption récents, non confirmés par la justice, accélèrent son déclin. L'Institut Mises envisage de ne pas remettre le prix qu'il avait annoncé en juillet au président Milei. Suite à l'annonce du prix, certains de ses membres ont démissionné, estimant que « la connaissance de Javier Milei de l'École autrichienne est superficielle et lacunaire ».[22]

La *pax de change* que le gouvernement exige à tout prix du marché vise à obtenir un résultat électoral fort, afin d'améliorer sa position institutionnelle, de réduire le risque national et d'attirer les investissements libellés en dollars. Le gouvernement de Javier Milei joue quitte ou double. Ce qu'il semble ignorer, c'est que, historiquement, les investissements dans les pays à haut risque ne se font que lorsque les taux d'intérêt nominaux des grandes économies sont bas. Actuellement, les rendements offerts par les marchés européens et nord-américains sont attrayants pour de nombreux investisseurs. De plus, les grands opérateurs internationaux sont déconcertés

le pas sur les intérêts commerciaux et sociaux. Cela a entraîné une inflation, une détérioration de la balance des paiements, la fermeture de nombreuses entreprises et une hausse du chômage.

[22] Trois professeurs de l'Institut Mises démissionnent à la suite de la controverse sur l'attribution d'un prix à Javier Milei : « C'est de mauvais goût » (Buenos Aires : Perfil, 2025) 25 août 2025

par la politique économique de Javier Milei, car elle « contredit son discours ».[23]

Il est clair qu'après les élections, le gouvernement devra à nouveau modifier sa politique monétaire. Les deux mois qui nous séparent des prochaines élections seront très longs pour le gouvernement de Javier Milei.

Mesures pour gagner les élections.

Comme nous avons vu que, malgré la bonne volonté du président Milei, la réalité le dépasse. La grande majorité des analystes économiques nationaux et internationaux s'entendent pour dire qu'une économie nationale avec des taux d'intérêt aussi élevés est insoutenable. La situation actuelle ne peut s'expliquer que par des considérations électorales, mais le régime monétaire devra évoluer après les élections. S'il veut remporter clairement les prochaines élections, le gouvernement devra annoncer au préalable des changements à sa politique monétaire et formuler des propositions visant à améliorer le système réglementaire.

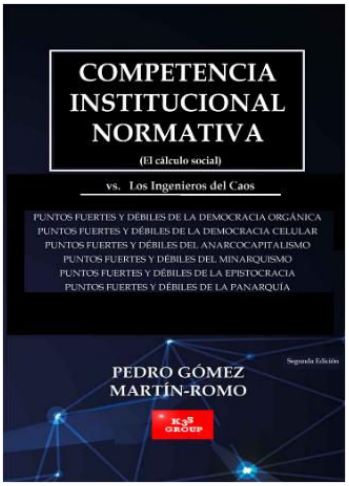
Sinon, les mois de septembre et octobre pourraient être terribles pour l'Argentine en termes de spéculation monétaire. Face aux turbulences monétaires, tous les brokers tentent de prédire comment se déroulera la décompression des taux d'intérêt et prennent des positions sur le taux de change.

Basé sur l'Étalon d'Intérêt et la Concurrence Réglementaire Institutionnelle, je propose maintenant une série de mesures qui permettront à tout parti, quel que soit le scénario, de remporter les prochaines élections. Il s'agit de réglementations techniques, dépourvues d'idéologie politique, dont les objectifs sont : 1) la stabilité du taux de change et du pouvoir d'achat ; 2) et l'adaptation de ces réglementations à l'évolution de la réalité économique et sociale, le plus rapidement possible et au moindre coût. Si nous atteignons ces objectifs, tout gouvernement parviendra à ce que les êtres humains puissent échanger du travail avec le moins d'interférences possible.

Les questions qui devraient être soulevées lors de la prochaine campagne électorale sont les suivantes :

En termes de coordination sociale (imprimante normative)

Chaque fois qu'une avancée technologique modifie l'économie et la société, un acte réglementaire doit être promulgué pour adapter le cadre juridique à cette nouvelle réalité. Pour en tirer le meilleur parti, destruction créatrice (Schumpeter) la société doit faire face à la destruction normative (Pedro Gómez). Les progrès scientifiques considérables réalisés quotidiennement nécessitent une adaptation réglementaire constante. Pour y parvenir, nous avons besoin de cellules dynamiques et peu coûteuses. L'État est un outil extrêmement complexe pour cette tâche. Il est conçu pour résoudre les problèmes d'échelle. On ne peut pas

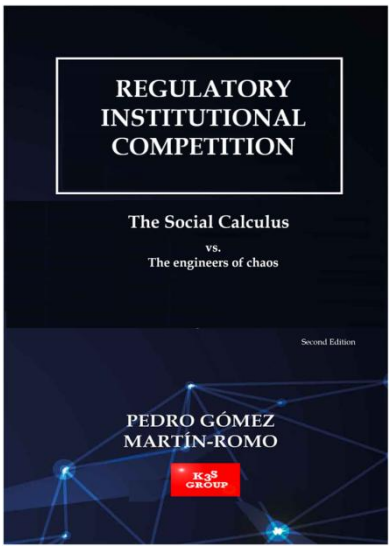


[23] Leandro Gabin, de Morgan Stanley, a critiqué le taux de change et la politique monétaire : « Les investisseurs sont confus au sujet du gouvernement de Javier Milei » (Buenos Aires : El Economista, 2025) 26 août 2025

continuer à tuer des mouches avec des boulets de canon. On doit créer un système qui tolère la microchirurgie légale. Par conséquent, afin d'améliorer le système démocratique et le fonctionnement de l'État et du marché :

1. La création d'associations professionnelles (régulateurs) dotées d'une autorité réglementaire sera autorisée, afin que la morale et le droit soient parfaitement et rapidement synchronisés. Il est donc nécessaire de permettre aux organisations privées d'exercer une autorité réglementaire dans leur secteur et leur domaine de surveillance. Dans mon livre « Compétence Réglementaire Institutionnelle » (CRI), j'explique la création de ces associations professionnelles, leur fonctionnement et le système d'articulation des conflits entre les différents gouvernements et régulateurs. La majorité concurrente (un nouveau concept juridique) permettra de déterminer et de résoudre les conflits entre les unités de réglementation, c'est-à-dire la norme gagnante parmi les différentes propositions.
2. Les organismes de réglementation pourront assumer des fonctions exécutives actuellement assumées par les administrations publiques, comme le nettoyage des rues ou l'amélioration de la sécurité publique. Comme le montre le livre, il est impossible pour une municipalité d'effectuer ces tâches de manière efficace et efficiente. Certaines rues d'un même quartier nécessitent plus de nettoyage ou de sécurité que d'autres, et les citoyens concernés sont prêts à payer pour cela.

Les régulateurs réaliseront un exploit remarquable : le démantèlement progressif d'un État peu inutile. L'arrêt des travaux publics sans plan alternatif est un véritable boomerang. Par exemple, les régulateurs argentins combleront le vide créé par l'arrêt de 100 % des travaux publics par l'État, en concurrence entre eux et avec les différents gouvernements qui se chevauchent pour établir un cadre réglementaire qui relance le secteur.



Un exemple précoce de CRI est le parc industriel de Cobo Calleja, devenu semi-indépendant de la gestion de la municipalité de Fuenlabrada, à Madrid. Les gestionnaires ont assumé de multiples fonctions réglementaires et exécutives municipales, devenant ainsi l'un des parcs industriels les plus sûrs et les plus propres d'Europe. En contrepartie, les taxes municipales ont pratiquement disparu.

De plus, la concurrence institutionnelle normative empêchera quelques hommes d'utiliser la nation comme un gigantesque laboratoire social, déterminant le sort de millions de citoyens. Comme je le souligne dans mon livre, la démocratie, ou la prise de décision majoritaire, est la deuxième plus grande invention humaine après la roue, mais les systèmes démocratiques ne fonctionneront jamais correctement sans une concurrence interne dynamique.

Un parti politique qui annonce à la population sa volonté de permettre la

concurrence institutionnelle normative (CRI) gagnera de nombreux votes et, à long terme, fera mieux fonctionner le marché et l'État.

(Si le lecteur souhaite recevoir le livre par voie électronique sans frais, veuillez envoyer un courriel à l'éditeur: k3s.editor@gmail.com)

En termes monétaires et financiers (imprimante d'argent)

1. Plus important que d'accorder l'indépendance à la Banque centrale est d'établir des règles prédéterminées qui l'empêchent d'exercer son pouvoir discrétionnaire. En 1962, Milton Friedman nous avertissait qu'une Banque centrale indépendante, dépourvue de critères d'émission et dotée d'outils de mesure monétaire déficients, était presque aussi dangereuse qu'une Banque centrale dépendante du gouvernement. Par conséquent, un bon dirigeant devrait proposer l'émission de monnaie conformément au train de mesures proposé par l'Étalon d'Intérêt, afin de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie nationale. Ce n'est qu'en permettant au taux d'intérêt de coordonner les intérêts publics et privés, les marchés financiers et industriels, l'épargne et l'investissement que nous veillerons à ce que la monnaie serve véritablement de réserve de valeur-travail. L'axe central de l'Étalon d'intérêt repose sur le Principe de croissance progressive de la masse monétaire, défini en 2013 comme suit : « Tout système monétaire, quel que soit celui que nous choisissons, passé ou futur, nécessite une croissance continue de la masse monétaire d'un montant égal à l'intérêt (ΣI) du capital prêté par l'ensemble du système financier et commercial au cours de la période précédente. »[24] Ce principe repose à son tour sur une vieille règle d'or économique : la consommation passée détermine la production future. Ainsi, les producteurs de tomates s'efforcent de cultiver des tomates dans la même proportion que la consommation de l'année précédente, afin d'éviter une baisse des prix (surproduction) et de ne pas perdre de parts de marché en raison d'une mauvaise production. Cette règle d'or s'applique à l'argent, car l'argent est un produit du marché.

Cette théorie monétaire revient aussi à dire que l'ensemble des intérêts (ΣI) devrait être égal à l'investissement public. En Espagne, au cours des dix dernières années, nous avons observé empiriquement que la consommation de capital a évolué dans la même direction et dans la même proportion que l'investissement public.

Source: Banco de España + IGAE

	Millions Euros	
Year	Public Investment	Interest Aggregate
2011	39,935	35,051
2012	27,148	30,332
2013	23,276	30,300
2014	22,428	27,291
2015	27,244	27,640
2016	21,901	30,332
2017	23,183	23,968
2018	25,175	24,150
2019	25,372	24,179
2020	25,187	24,172
2021	25,518	24,829

[24] Pedro Gómez Martín-Romo, La richesse des nations au XXIe siècle (Almería : Círculo Rojo, 2019) p. 89

Il est vraiment surprenant de constater que cette théorie est confirmée alors qu'actuellement, la norme de taux d'intérêt n'est appliquée dans aucun pays. À l'avenir, ces chiffres ne seront pas semblables, mais parfaitement identiques, puisque les deux colonnes figureront à l'actif et au passif du futur bilan monétaire national.

Bilan de la Masse Monétaire	
Actif	Passif
Biens publics	Masse Monétaire

2. Le nouveau plan économique établira une réglementation bancaire visant à renforcer la solvabilité des banques. À cette fin, a) la réserve fractionnaire seront interdits. De nombreux économistes confondent la réserve fractionnaire avec les réserves obligatoires des banques. Las réserves fractionnaires doivent être compris comme l'interdiction d'utiliser les dépôts des clients au-delà de l'avant-dernier jour d'échéance. Par conséquent, les dépôts à vue ne peuvent pas servir à financer aucune opération, mais ils n'ont pas non plus à être déposés auprès de la Banque centrale, comme le pensent de nombreux économistes. Il existe un faux mythe concernant le bloc monétaire monolithique que cette interdiction créerait, et il est analysé dans la deuxième édition de l'ouvrage « L'Étalon d'intérêt ».[25] Contrairement aux réserves fractionnaires, les réserves obligatoires des banques sont un outil de politique monétaire utilisé pour freiner l'inflation, le taux de change ou les deux simultanément. b) Des règlements seront approuvés pour empêcher la concentration bancaire. Le *ratio anti-oligopole de Gómez* obligera les banques à constituer des provisions de risques plus importantes à mesure que leur part de marché augmentera (voir plus de détails dans la deuxième édition de l'ouvrage « L'Étalon d'intérêt »). On ne peut pas créer des géants aux pieds d'argile qu'il faudra sauver aux premiers vents de l'hiver.

(Si le lecteur souhaite recevoir le livre par voie électronique sans frais, veuillez envoyer un courriel à l'éditeur: k3s.editor@gmail.com)

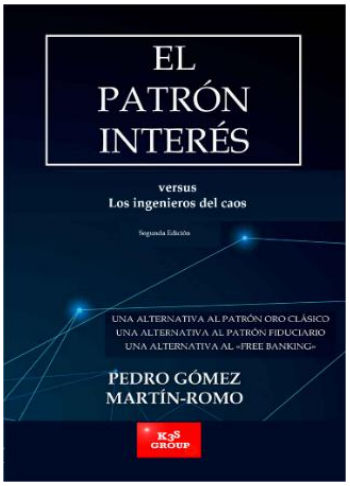
En termes fiscaux et budgétaires

1. Les investissements publics seront monétisés. Les actifs publics monétisés seront suivis par le bilan monétaire national. La priorité des investissements publics, en fonction des ressources humaines disponibles, sera déterminée par la concurrence réglementaire institutionnel

[25] Pedro Gómez Martín-Romo, Le modèle d'intérêt (Madrid : éditorial K3, 2024) 2e édition ISBN 978-84-09-70448-4

2. La *règle du plafond des dépenses* proposée dans mon livre sera mise en place. Grâce à elle, nous atteindrons un déficit primaire nul et éliminerons les déficits structurels. Par conséquent, le budget de toute administration pour l'année suivante aura comme plafond de dépenses le total des recettes perçues l'année précédente. Dans le Plan Américain,[26] j'ai proposé un moyen plus simple et plus efficace d'éviter les déficits publics séquentiels, ce qui n'entre pas en conflit avec la concurrence monétaire, la Constitution ou les traités internationaux. Si nous limitons le budget de l'année suivante au montant perçu l'année précédente, les déficits structurels disparaîtront. Par conséquent, toutes les dépenses courantes de toute administration, c'est-à-dire les dépenses engagées par les services fournis par l'administration publique, doivent être couvertes par des impôts et des taxes (et non par des dettes).

3. Un impôt forfaitaire sera instauré afin de simplifier le système réglementaire. Le système fiscal paraguayen, l'un des plus modernes au monde, est un modèle de réussite : il a simplifié la TPS, l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt sur les sociétés avec un taux forfaitaire de 10 %, avec des résultats véritablement positifs.



4. L'émission de dette publique sera interdite. Si les investissements de l'État sont monétisés et qu'il n'y a pas de service de la dette, l'État pourra faire face à ses dépenses courantes grâce à la pression budgétaire indiquée. La dette historique sera prise en compte au moyen de la nouvelle unité de compte reflétée dans le bilan monétaire national.

En termes commerciaux, pour éviter de stabiliser le taux de change.

1. Un gouvernement sérieux devrait libéraliser toutes les retenues à la source et simplifier les obstacles administratifs aux exportations.

2. *Le principe de réciprocité commerciale*, défini pour la première fois dans l'histoire dans l'ouvrage « L'Étalon d'Intérêt », sera appliqué. Par conséquent, toutes les importations devront être réglées dans la monnaie de l'exportateur, évitant ainsi l'utilisation d'une monnaie de substitution (dollar ou euro) qui permettrait au marché des changes de se concentrer sur une ou deux devises. C'est la meilleure façon d'éviter que le pouvoir d'achat (inflation) ne soit affecté par le taux de change. Cette mesure réduira la spéculation monétaire mondiale et empêchera la détérioration des économies américaine et européenne. Elle neutralisera également les pays qui utilisent leurs devises pour accroître leur compétitivité à l'exportation.

3. L'octroi de prêts pour l'achat d'actions ou de devises étrangères sera interdit lorsque le niveau d'endettement de l'emprunteur, qu'il soit physique ou juridique, dépasse 25 % du revenu net annuel.

4. Les actionnaires qui détiennent leurs actions depuis plus de deux ans

[26]Pedro Gómez et Luis Oddone, El Plan América (Madrid : K3, 2022) ISBN 978-84-09-55734-9 k3s.editor@gmail.com

auront droit à un vote double, et ceux qui détiennent leurs actions depuis plus de cinq ans auront droit à un vote triple.

5. Afin d'éviter la spéculation sur le logement, un bien essentiel à la collectivité, aucune institution financière ne devrait pouvoir financer plus de 80 % de la valeur marchande du bien. L'acheteur doit donc contribuer au moins 20 %.

6. De même, pour prévenir la spéculation immobilière, il me semble important d'instaurer une pénalité, et non une taxe, pour l'achat de locaux et d'appartements vacants. Cette pénalité augmentera avec le temps. De plus, dans les zones urbaines dites « à forte pression », la résidence sera requise pour l'achat d'un logement.

7. De plus, afin d'éviter la spéculation sur l'immobilier ou tout bien considéré comme essentiel au fonctionnement de l'économie, l'acheteur d'un bien essentiel doit le conserver pendant une certaine période, par exemple six mois. Tout accord qui tenterait de violer cette règle est nul. Cette limitation ne s'applique pas en cas de force majeure, c'est-à-dire lorsque le propriétaire vend le bien avant la clôture de la faillite, pour couvrir des frais liés à une maladie, etc. Si le bien essentiel est vendu avant ce délai, le vendeur devra payer une pénalité, par exemple 10 % du prix de vente ou d'achat le plus élevé.

8. Les autorités devraient également exiger des acheteurs d'actions, d'obligations, etc., qu'ils conservent l'actif pendant un certain nombre de mois, déclarant nul et non avenu tout type de contrat de vente ou d'achat à terme, ou tout type d'instrument financier (swaps d'actions, swaps sur défaut de crédit, contrats à terme, options, etc.) qui contreviendrait à l'esprit de cette obligation légale. Certains pays appliquent déjà cette réglementation, limitant les investissements à court terme (capitaux spéculatifs).

9. Des règles seront établies pour prévenir la spéculation fiduciaire, c'est-à-dire la spéculation qui ne vise pas à couvrir le risque d'une transaction commerciale sous-jacente. À l'avenir, la spéculation visant à accompagner ou à ajouter de la valeur à une transaction commerciale continuera d'exister, mais la spéculation fiduciaire disparaîtra. Par exemple, l'utilisation de tout instrument permettant l'achat et la vente d'un produit ou la souscription d'une assurance sur un titre non détenu par l'une des parties contractantes à la date de conclusion du contrat sera interdite.

Conclusions.

Sur le plan social, le grand défi pour toute nation est d'améliorer son système réglementaire, et dans le cas de l'Argentine, compte tenu de son évolution historique, cette nécessité est primordiale. Le système réglementaire actuel engendre de véritables injustices sociales et de profondes souffrances.

Sur le plan économique, le principal problème pour de nombreux pays est le dollar ou l'euro. La monnaie nationale est un moyen d'échange pour la main-d'œuvre et un bouclier contre d'autres monnaies qui exportent de l'inflation (dollar-euro) ou importent du tissu industriel directement ou

indirectement via une monnaie de substitution (yuan). Tant que leurs gouvernements respectifs ne parviendront pas à donner une personnalité à leur monnaie nationale sur les marchés internationaux, le marché des capitaux jouera constamment avec les autorités monétaires. Lorsqu'elles tentent de stabiliser l'inflation, le taux de change se déséquilibre, et vice versa. C'est pourquoi il est nécessaire que l'Argentine, comme bien d'autres pays, mette en œuvre toutes les mesures que j'ai évoquées.

Les piliers sociaux de tout État sont le système judiciaire, les forces de sécurité, le système réglementaire et le système monétaire. L'État fonctionne correctement lorsque ses quatre piliers fonctionnent naturellement. Seule la création d'un système monétaire neutre et d'un système réglementaire dynamique et peu coûteux permettra de sortir l'activité politique du cycle de la désillusion éternelle.

La concurrence réglementaire institutionnelle et l'étalon d'intérêt représentent une avancée importante pour les sciences sociales, essentielle pour relever le plus grand défi de l'humanité : l'intelligence artificielle.

Tout parti politique qui propose ces réformes à son électorat aura de bonnes chances de remporter les prochaines élections, et c'est la seule façon possible de rassurer les marchés et de faire avancer un pays démocratique riche et admirable comme l'Argentine.

Pedro Gómez
Professeur
Master en Asesoría Financiera y Seguros
Universitat Politècnica de València

Livres :

- L'étalon d'intérêt.
  Deuxième édition ISBN 978-84-09-70448-4 en espagnol k3s.editor@gmail.com
  Deuxième édition 978-84-09-70447-7 en anglais k3s.editor@gmail.com
- Concurrence réglementaire institutionnelle
  Deuxième édition ISBN 978-84-09-70452-1 en espagnol k3s.editor@gmail.com
- Le plan américain (ISBN : 9788409557349 en espagnol) k3s.editor@gmail.com
- Le droit de sécession (ISBN : 9788411370905 en espagnol)
- La richesse des nations au XXIe siècle
  (ISBN: 9788413385983 in Spanish)
  (ISBN: 9788413385976 in English)